

**ARRETE MUNICIPAL N° 2022-0355**

**ARRETE PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION  
TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC**

**Neutralisation de 4 places de stationnement pour sécurisation suite à la démolition d'un bâtiment 66 rue de la République du 27/10/2022 au 3/11/2022**

**LE MAIRE DE GENAS,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code de la route,

Vu le Code pénal

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des départements et des régions,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu l'arrêté préfectoral du 28 décembre 1964 portant règlement sur la conservation et à la surveillance des voies communales,

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public de **la société MARTEL GROUPE** domiciliée **26 rue des Combattants en AFN 69720 St Laurent de Mure**

- Objet de la demande : **suppression de 4 places de stationnement suite à la démolition d'un bâtiment**
- Lieu : **66 rue de la République**
- Date : **du 27/10/2022 au 3/11/22**

**ARRETE**

**Article 1** - Le pétitionnaire demeure responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

- **La signalisation sera mise en place par le pétitionnaire** à ses frais et sous sa responsabilité, conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (8<sup>ème</sup> partie : signalisation temporaire) approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et modifiée par les textes subséquents,
- Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules de secours et de la sécurité.
- **Toute dégradation constatée de la chaussée, de ses dépendances, de la clôture, ou de la signalisation sera réparée aux frais du pétitionnaire.**
- **La responsabilité de la Commune ne pourra, pour quelques motifs que ce soit, être engagée en cas de vol de matériaux ou d'effraction.**

**Article 2** : Le non-respect des dispositions édictées à l'article susvisé, pourra entraîner la verbalisation et la mise en fourrière du ou des véhicules en infraction (Art. R417-10 du code la route).

**Article 3** – Le permissionnaire devra informer les services municipaux de son installation et se conformer à toutes les indications qui pourraient lui être données par ces services dans l'intérêt de la sécurité des personnes et de la conservation de la voirie publique.

**Article 4** : Le présent arrêté devra être affiché par le pétitionnaire aux abords immédiats du chantier. Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux qui seront transmis aux tribunaux compétents.

**Article 5** : Monsieur le Maire de Genas, la Police Municipale, la Gendarmerie de Genas sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de cet arrêté qui sera transmis à :

- Société MARTEL
- Police Municipale
- Gendarmerie de Genas

Fait à Genas, le 25 octobre 2022

Pour Le Maire,

L'Adjoint délégué aux travaux



Jacques COLLET